

On doit mettre en œuvre différentes formules d'aide. A notre avis—et l'Inde partage cette opinion—le soulagement de la dette serait une forme d'aide particulièrement appropriée pour réduire le fardeau imposé à l'économie indienne. Le Consortium de l'aide à l'Inde a discuté de cette formule particulière à sa réunion du 26 octobre. Pour en assurer l'efficacité les autres grands donateurs doivent concerner leurs efforts et coopérer; le Canada, quant à lui, est prêt à en discuter avec eux.

La question d'une aide accrue, efficace et continue est de toute urgence. Elle aidera à soulager les souffrances des victimes de cette tragédie. Si nous nous attaquons à cet aspect du problème nous réduirons ainsi les causes de tension. Ce n'est pourtant pas la solution au problème fondamental; il faut en arriver à une solution politique qui permette aux réfugiés de retourner à une société stable et démocratique au Pakistan oriental. J'ai le regret de dire, monsieur l'Orateur, que dans l'avenir immédiat je n'envisage aucune solution à ce problème. Le Canada, de concert avec d'autres nations, presse les gouvernements de l'Inde et du Pakistan de faire preuve de retenue et de patience devant les difficultés qu'il reste à résoudre avant que l'on en arrive à un règlement définitif.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dans le passé contesté les propos et les actions du ministre, et nul doute que cela m'arrivera encore à l'avenir. Ce n'est pas le cas dans le moment. J'applaudis à la déclaration de l'honorable représentant. Il serait facile pour les députés de l'opposition de dire que le Canada pourrait contribuer davantage. Il serait toutefois inique de dire que cette contribution devrait être moindre.

Je viens d'une des régions défavorisées du Canada, insuffisamment nantie de l'actif économique du pays, et la situation ne s'améliore pas. Je sais qu'il existe chez les esprits bornés et mesquins une tendance à dire que charité bien ordonnée commence par soi-même. Mes observations personnelles me portent à croire que les tenants de cet adage ne sont pas non plus très charitables envers eux-mêmes. Je peux donc assurer le ministre que, peu importe l'avenir, je n'ai nullement l'intention de tenter de tirer un avantage politique de l'affectation d'une somme imposante d'argent à cette cause.

Je fais des réserves à propos de certains de nos programmes d'aide extérieure et je crois que le temps est venu de les examiner. Mais cette question ne s'y rattache pas. Les besoins sont si grands, si impérieux et urgents que même si nous voulons connaître avec précision la forme d'aide accordée, j'approuve de tout cœur l'annonce du gouvernement et je l'appuie volontiers. J'espère qu'il n'y aura pas de gaspillage d'énergie ni de chevauchement dans l'ordre administratif, qu'on prendra toutes les initiatives voulues et qu'on explorera toutes les voies possibles en vue de fournir une assistance.

Je souscris avec enthousiasme à ce que le ministre a dit au sujet des efforts du gouvernement et de la population de l'Inde. Cette lourde charge qui les accable, ils ne l'ont pas sollicitée et ils ne peuvent ni ne devraient la porter seuls. Nous devons donc à titre de membre de la collectivité internationale réagir et, comme le ministre l'a signalé, nous le faisons. Nous devons porter secours et jouer notre rôle. Même si le ministre avait annoncé que le gouvernement accorderait une aide encore deux fois plus considérable, notre part serait encore beaucoup moindre que celle de l'Inde qui est déjà aux prises avec ses propres problèmes économiques et politiques. La communauté

internationale doit continuer à aider et doit faire davantage.

Je suis heureux d'entendre le gouvernement annoncer cette nouvelle initiative. J'espère que les gouvernements provinciaux feront aussi leur part, et je note que certains d'entre eux ont déjà accompli un travail spécial à cet égard. Mais ce qui importe le plus, selon moi, n'est pas tant la réaction des gouvernements que celle de notre population. Je crois que c'est avant tout la façon de témoigner notre compassion devant ce qui est peut-être la pire tragédie de notre époque. La majeure partie de notre population participe à la tradition chrétienne. Étant donné l'épanouissement de l'esprit œcuménique et l'éroulement des murs du sectarisme et de l'intolérance, voilà à mon avis une magnifique occasion pour les chrétiens de faire preuve de sympathie et d'intérêt pour ceux de leurs frères qui professent une foi différente.

Je remarque aussi que le ministre a fait état de la situation politique et je partage son opinion générale, qui est quelque peu pessimiste. J'espère que notre gouvernement ne néglige aucun des recours qui lui sont possibles grâce à ses relations bilatérales et à son appartenance au Commonwealth et à l'Organisation des Nations Unies pour tâcher de trouver une solution politique. Je répète ici ce que j'ai dit lors de mon séjour en Inde et au Pakistan il y a quelques mois: que la guerre entre ces deux États du Commonwealth est quelque chose d'impensable, qui ne saurait que multiplier à l'infini les terribles problèmes qui existent déjà. Il faut donc en arriver à un état de choses qui ne soit ni le tragique *statu quo* ni la guerre. Il ne faudrait pas voir se répéter en Extrême-Orient les défilés pénibles et interminables de réfugiés que le Moyen-Orient a connus pendant si longtemps. J'exhorte le gouvernement à exercer toutes les pressions possibles en vue d'une solution. J'exhorte aussi le gouvernement du Pakistan,—et je ne suis pas de ceux qui prêchent la haine de ce pays,—à faire tout son possible chez lui pour régler les difficultés et atténuer ce terrible problème humain.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je serai plutôt bref. Je me joins au député d'Hillsborough (M. Macquarrie) pour féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) de la mesure qu'il a annoncée. Il est toujours très difficile de dire exactement combien d'aide il faudrait accorder car il y a toujours la possibilité d'une divergence d'opinion sur ce point. Mais je crois que nous pouvons être fiers de dire que c'est là un geste généreux de la part du ministre à l'endroit des réfugiés. En promettant ainsi d'alléger les souffrances de ce malheureux pays, le ministre, je crois, s'est fait l'interprète de nous tous.

Il faudrait, je pense, que des pays comme le Canada fassent encore plus qu'ils n'ont fait jusqu'ici—je ne dis pas cela pour critiquer un gouvernement ou un ministre quelconque—pour aider à trouver une solution politique. Il est très frustrant pour beaucoup de Canadiens, comme ce devrait l'être pour les députés, de penser que dans un pays, une clique militaire puisse, impunément, renverser les décisions de la population, déloger les représentants démocratiquement élus au Parlement et substituer la dictature militaire à la démocratie, ce qui se passe en fait au Pakistan, en dépit du fait que des millions de personnes sont littéralement chassées du pays à cause des conditions créées par le régime militaire dictatorial. Le temps ne doit pas être loin où la communauté internationale, par le truchement des Nations Unies, pourra prendre des mesures afin de résoudre un problème politique de cet ordre.